



Genève EN BREF

Survol des négociations commerciales bilatérales, plurilatérales et multilatérales

Charles Akande, rédacteur

L'échéancier de l'AECG clarifié sur fond d'inquiétudes

La ministre du Commerce du Canada, Chrystia Freeland, s'est jointe à la commissaire au Commerce de l'UE, Cecilia Malmström, afin de discuter de l'Accord économique et commercial global (AECG) Canada-UE avec les intervenants du secteur des affaires européen, le Parlement européen, les organisations syndicales et la société civile lors d'une rencontre tenue à Bratislava, en Slovaquie, le 22 septembre en après-midi.

Des sources à Bratislava ont précisé que certains États membres de l'UE demeurent préoccupés par la signature de l'accord Canada-UE à l'automne, de là la nécessité d'aborder dans leur ensemble les enjeux tels que le mécanisme de règlement des différends relatifs aux investissements (afin de veiller à ce qu'il fonctionne vraiment de manière indépendante), la protection de l'environnement et les services publics.

En ce qui concerne les services publics, l'accord offre « l'entière sécurité juridique que nous désirons tous », a expliqué M^{me} Malmström. « Les autorités publiques – locales, régionales et nationales – maintiendront leur entière liberté d'organiser les services publics à leur guise. Il n'y a aucune obligation pour quiconque de privatiser un quelconque service, et ce, dans l'ensemble de l'accord. Et rien n'empêche une autorité de ramener un service privatisé sous forme de service public si elle le désire après une élection », a-t-elle affirmé.

En ce qui concerne les droits relatifs au travail et la protection de l'environnement, le Canada et l'UE s'engagent à respecter les plus importantes conventions de l'Organisation internationale du

Travail et de l'Organisation des Nations Unies sur le sujet, a ajouté la commissaire au Commerce de l'UE.

Quant à la protection des investissements, les deux parties ont travaillé fort afin de trouver une meilleure façon d'aborder le problème, a-t-elle déclaré, saluant la volonté du gouvernement Trudeau de discuter avec l'UE, même si l'accord est déjà fermé, afin de modifier ces dispositions.

L'issue de la discussion de Bratislava sur l'AECG prendra la forme d'une « déclaration interprétative », qui sera rédigée par les représentants canadiens et européens dans les jours à venir. Les représentants officiels de l'UE disent que les États membres ne désirent pas que les choses traînent en longueur.

Cette déclaration viserait à rassurer les États membres préoccupés, entre autres la Belgique, l'Autriche, l'Allemagne, les Pays-Bas, le Luxembourg et la Slovaquie, en leur faisant savoir que, dans l'accord, les préoccupations liées à des enjeux tels que le règlement des différends entre investisseurs et États et l'environnement seront adéquatement interprétées et abordées.

« L'AECG est le meilleur accord commercial jamais négocié par l'UE. Il sera bénéfique pour les consommateurs, les travailleurs et les entrepreneurs partout en Europe et au Canada. Et il démontrera que l'Europe et le Canada sont sincères lorsqu'ils disent vouloir une politique commerciale progressive et qui tient la route », a souligné M^{me} Malmström.

Un certain nombre d'États membres de l'UE entament, ou s'apprentent à entamer, une période électorale. C'est pourquoi certains de ces pays font des déclarations à propos de l'AECG et du Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (PTCI – un accord

commercial proposé entre l'UE et les États-Unis). C'est le cas de l'Allemagne et des Pays-Bas, ont expliqué des sources européennes.

« L'AECG, c'est l'AECG. Ce n'est pas le PTCI. Cet accord se conclut avec un partenaire, le Canada, qui s'apparente à nous à plusieurs égards, historiquement et sur le plan des valeurs communes. Sa vision de la gestion de l'activité économique aux fins de politiques publiques est très près des nôtres, ici en Europe », a déclaré M^{me} Malmström.

Cette supposée déclaration contraignante sera fort probablement ensuite soumise au Comité des représentants permanents de l'UE (niveau des ambassadeurs) aux fins d'approbation lors de leur réunion du 12 octobre.

Une séance extraordinaire du Conseil des ministres du Commerce de l'UE aura lieu le 18 octobre afin d'adopter la déclaration avant la cérémonie de signature du 27 octobre lors du sommet UE-Canada.

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.chep-poic.ca.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254



**EGG FARMERS
OF CANADA**
Dedicated to Quality



**LES PRODUCTEURS
D'ŒUFS DU CANADA**
Dédiés à la qualité



**TURKEY FARMERS
OF CANADA**
LES ÉLEVEURS DE DINDON
DU CANADA

**Canadian
Hatching Egg
Producers**



**Les Producteurs
d'œufs d'incubatio
du Canada**